

**Gestion des Ressources humaines de l'État et des Collectivités territoriales :
Un séminaire pour contribuer à la reconfiguration du système**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 15 MARS 2023

1306

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Faculté des Lettres, des Langues
et des Sciences du Langage**

**La surprenante découverte
de 5000 étudiants irréguliers**



**Musée royal d'Afrique centrale : Le diplomate
Bart Ouvry prend la direction**



**Famille étendue : Un pan de la culture en passe
de perdre sa sève nourricière !**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

14 Fev.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

196

Nouveaux cas confirmés

01

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

683 676 Vaccinations incomplètes

3 154 862 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 068

Guéris

32 224

Décès

743

dont 24 font l'objet
d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.15



P.19



/ Une /



Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage : La surprenante découverte de 5000 étudiants irréguliers

P.5

/ Brèves /



Justice : Ras bath sous mandat de dépôt
Sécurité « 711 » : Des agents formés en protection des hautes personnalités (PHP)
Hôpitaux du Mali et Gabriel Touré : Le DG de la police au chevet des blessés de la BSI
Accusations du Mali contre la France : Dioncounda Traoré à la rescousse
Coopération entre le Mali et la Turquie : Assimi Goïta reçoit le président de la fondation Maarif

P.11

P.11

P.11

P.12

P.12

/ Actualité /



Les femmes du CDM et de la CFSM lors des festivités de 8 mars : « Nous voulons... D'un Mali dirigé par le colonel Assimi Goïta »

P.14

Économie : Coris Bank édifie sur son offre de finance islamique (CBI BARAKA)

P.15

/ Politique /



Gestion des Ressources humaines de l'État et des Collectivités territoriales : Un séminaire pour contribuer à la reconfiguration du système
Dr Modibo Soumaré à propos de la nouvelle constitution : « Personne n'a donné mandat à un militaire de faire un coup d'état ! »

P.17

P.19

/ Culture & société /



Famille étendue : Un pan de la culture en passe de perdre sa sève nourricière !

P.20

/ International /



Musée royal d'Afrique centrale : Le diplomate Bart Ouvry prend la direction
Un ex-avocat de Trump témoigne devant un grand jury à New York : "Il doit rendre des comptes pour ses cochonneries"

P.21

P.22

/ Sport /



Éliminatoires de la CAN 2023 : La liste des aigles attendue vendredi

P.23

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Services d'hôtesse et Événementiel

Spécialisée dans l'accueil en entreprise et événementiel avec des prestations d'accueil sur mesure et haut de gamme

Réactivité, disponibilité, exigence et collaboration privilégiée sont au cœur de notre philosophie.

Nous recrutons et détachons des hôtes et hôtesse selon des critères stricts de qualifications pour offrir une prestation sur mesure sur vos événements, pour toutes les missions d'accueil et bien plus...

MADOUWA
P R E S T I G E



Contact : +223 95 36 37 22



Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage

La surprenante découverte de 5000 étudiants irréguliers

Une commission ad hoc de vérification et de contrôle a détecté 5.128 étudiants sans dossiers d'inscription à la Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage. L'information est confirmée par les responsables de ladite faculté.

Dans le communiqué, le recteur de l'Université des Lettres et Sciences Humaines dont relève ladite faculté explique que ces 5128 étudiants, en plus d'être sans dossiers, n'ont pas versé de droits d'inscription à la comptabilité de la Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage. Il ajoute que de nombreux autres étu-

dants professionnels se sont inscrits en payant 5000 F au lieu de 50.000 F comme l'exigent les textes.

Le document précise que des sanctions réglementaires ont été prises contre des agents impliqués dans cette fraude. Il s'agit selon les premiers éléments de leur enquête interne de certains membres de l'Association des élèves

et étudiants du Mali AEEM et du service de la scolarité de ladite faculté. Les responsables de l'Université assurent que les investigations à l'interne serviront à faire toute la lumière sur cette affaire. Ce qui permettra, disent-ils, de transférer le dossier de toutes les personnes impliquées à la justice.

Le recteur invite les étudiants en fraude à



s'inscrire de manière régulière avant le 17 mars prochain. Selon lui, des dispositions ont été prises pour cela.

Le responsable de l'université assure que cet audit sera fait dans d'autres facultés afin de déceler d'éventuelles autres irrégularités.

Une surprise pour l'AEEM

Le comité AEEM de la Faculté des Lettres, Langues et Sciences du Langage se dit surpris par cette nouvelle. Il s'interroge sur la possibilité d'une telle pratique dans le milieu universitaire. Il invite les autorités universitaires

à jouer pleinement leur rôle pour mettre fin à de telle situation qui n'honorent pas l'université de Bamako.

Selon Youssouf Simaga, Secrétaire Général dudit comité AEEM, c'est une information qu'il est difficile de comprendre l'origine. Cette dernière demande à l'administration universitaire d'être plus regardante pour éviter la répétition de ces actes de nature à ternir l'image de la faculté en question.

« **J'ai appris dans un communiqué du Recteur que c'est en complicité avec certains agents de l'administration et certains membres de l'AEEM. Le sentiment que nous avons, en réalité, cela nous étonne qu'un étudiant vienne s'inscrire et fasse un bulletin de versement parce que l'étudiant ne fabrique pas ce bulletin, il y a deux cachets qui se retrouvent sur ce bulletin de versement** », explique le Secrétaire Général du comité AEEM. « **L'étudiant n'a pas cette possibilité d'avoir ce cachet-là, c'est l'administration qui doit jouer son rôle au moment des inscriptions. Donc il faut veiller sur les inscriptions, c'est cela qui peut nous éviter ces genres de situations** », dit-il avant de souligner que qu'« **il y a beaucoup de membres de l'AEEM qui se trouvent dans la même situation qui ont leur bulletin de versement et dont les noms n'apparaissent pas sur les listes ; cela ternit l'image de notre faculté.** »

C'est le moment où à jamais de retrouver les coupables et les punir conformément à la loi afin de dissuader les éventuels pilleurs. Le Mali Kura ne composera pas avec les détournements.

■ Binadjan Doumbia

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION, DE COMMUNICATION, DE RELATION MÉDIAS ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74^{ème} MARCHÉ
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Malick Konate



« On brandit ici "A bas la #CEDEAO". A Abidjan, tout près, le prix du Hadji (pèlerinage) 2023 est de 2 millions et quelques. Au Mali, cette année, c'est plus de 4 millions. C'est normal ça ? Qu'est ce vous empêche de remédier au problème de carburant / gasoil ? Enlevez ce système de monopole.

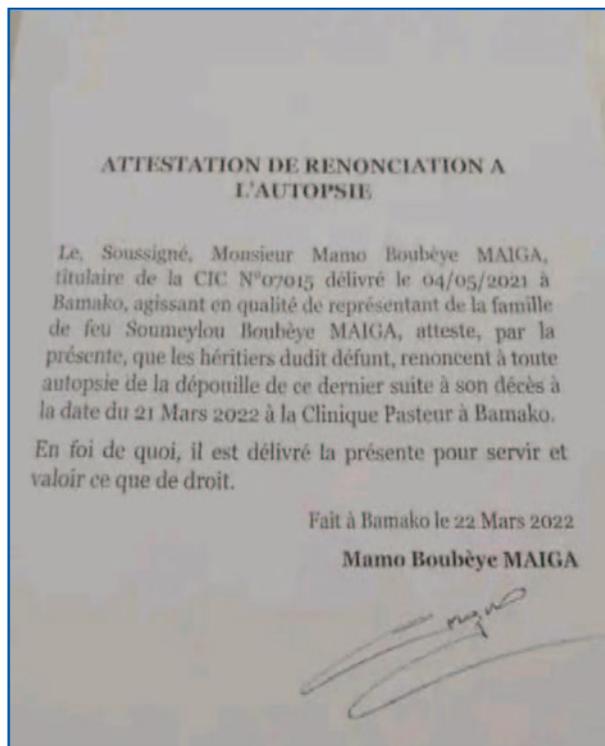
Heye ! Si moi, je dis « ko » (je m'exprime) ça part partout. Il y a même les représentants du gouvernement (CIA - espions) qui suivent cette live. Ils me suivent tous avec leurs téléphones en compagnie de leurs femmes pour dire "qu'est-ce que cette dame voilée a révélé aujourd'hui ?".

Ce que j'ai à dire à Assimi. C'est que, Eh, Assimi ! Eh ! Tout a une fin, le pouvoir n'est humain - n'est pas éternel. C'est vous le premier responsable à la tête du pays aujourd'hui. Là où vous êtes, c'est par la grâce de Dieu. C'était prédestiné. C'est Dieu qui a décidé ainsi. Mais Goïta, il faut faire tout pour que les gens vivent en paix dans votre pays. Sous votre gouvernance, ça ne va pas. Cette transition est un échec avec 0%. Je ne donnerais même pas 1%, mais zéro pour cent. Aucun Malien ne vit en paix. »

#Bèki_Takè #Mali

Après son décès (Soumeylou Boubeye Maïga) à la clinique pasteur, il a été demandé à la famille de signer cette attestation afin de renoncer à toute autopsie de la dépouille avant la restitution du corps, le 22 mars 2022.

#Bèki_Takè



Financial Afrik



Après 18 ans de carrière au sein du secteur bancaire, l'ancienne cadre du groupe Ecobank puis de UBA dont elle pilotera l'ouverture en Guinée au côté de feu Armand Drogba ; et, finalement, de NSIA Banque d'où elle a démissionné en novembre 2017, passe de l'autre côté du miroir. Forte de ces expériences & d'une grande expertise, la guinéenne Hadiatou Barry ouvre sa banque : Le Groupe Akiba Finance. #EquityBank #NSIABanque



Samprin Bob

Encore une sous mandat de dépôt pour et pour quel motif ?

Madame <<lutte contre la vie chère>>, tenez bon Dieu voit tout et a déjà tout planifié.

Abeke allah taye



■ Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

ACTIVITE CSDM FEDERAL USA

New York 14 MARS 2023;

Mme Fatoumata Diarra ,Présidente du CSDM Fédéral USA a participé au Panel de Haut Niveau sur les Violences Basées sur le Genre(VBG):

Une Base de données Innovante et Durable sur toutes les formes de VBG au Mali.

Ce panel a eu lieu au Conference Room B, (CR-B) au Siège des Nations Unies, New York, USA.



■ Renouveau FM/TV

Retard de paiement des frais scolaires aux établissements privés par l'Etat : Les écoles privées en arrêt de travail de 4 jours à partir de ce lundi 13 mars

Après l'expiration de l'ultimatum des 10 jours depuis le 30 janvier dernier sommant le gouvernement à payer des arriérés des frais scolaires des écoles privées, le Groupement des associations de promoteurs d'écoles privées du Mali ordonne à tous les promoteurs d'écoles d'observer une cessation de travail de 4 jours (120 heures) à partir de ce lundi 13 mars 2023.

Image d'illustration

Source : l'Indicateur du Renouveau



L'encyclopédiste 
@Lencyclopedia

La star sénégalaise et du Bayern Munich Sadio Mane verse une allocation de 70 € par mois à chaque habitant du village dans lequel il a grandi, déclarant : « Je n'ai pas besoin d'exposer des voitures de luxe, des maisons, des voyages ou même des avions. Je préfère que mon peuple reçoive un peu de ce que la vie m'a donné. »



■ Ouverture Média - OM

OM INFO : #Rose

Rose Doumbia de retour au 5ème arrondissement en attendant d'être présentée au procureur de la Commune IV. Rose avait été mise en garde une première fois par le parquet, mais elle a persisté dans ses agissements. Nous demandons très respectueusement à la justice malienne d'accorder une dernière chance à Rose Doumbia compte tenu de son statut matrimonial de femme mariée et de mère de famille en cette



veille de ramadan. En ces moments cruciaux, nous devons unir nos forces pour faire face à la crise que traverse notre pays.

Thierno N'Diaye

Directeur de production #OM



■ Oumar Traore



Victor Hugo, écrivain Français du XIXème de retour d'exil en septembre 1870 disait: << le jour où la république rentrera, je rentrerai.

Me voici.

Deux grandes choses m'appellent. La première, la république. La seconde, le danger.

Je viens ici pour mon devoir.

Quel est mon devoir?

C'est le vôtre, c'est celui de tous...>>

En entendant de choisir et de faire votre devoir, rejoignez le mouvement : TAISEZ-VOUS.

■ Moussa AG Acharatoumane



#Niger-#Mali: Le conseil national de sécurité a décidé de l'interdiction formelle de tout trafic commercial dans les marchés ou tout autre espace commercial situer de part et d'autre de la frontière avec le Mali de quelques natures que ce soit.



■ Steve Wembi



#RDC: "Si nous décidons de fermer totalement la frontière avec le Rwanda, il y aura beaucoup des préjudices de part et d'autre parce que les populations sont dans une situation de dépendance. Il y a des populations Rwandais qui n'ont rien avoir avec l'esprit de Paul Kagame et qui continuent de commercer avec les congolais. La guerre passera. C'est même le sens de notre adhésion dans la communauté de l'Afrique de l'est",

@PatrickMuyaya



■ Gouvernement du Mali



PRIMATURE

Le Premier ministre a reçu ce mardi 14 mars 2023 une délégation de la région de Mopti conduite par l'ancien ministre de l'Éducation, Adama Samassékou. La délégation de la Vénise malienne était venue partager avec le Chef du Gouvernement les préoccupations de la population de la région qui se résument en trois points:

- l'insécurité et son lot de déplacés; - le problème d'électricité qui impacte toutes les activités de la population; - le problème de l'eau.

La délégation a vivement salué les efforts déployés par les forces de défense et de sécurité avant de solliciter l'appui du Premier ministre pour la résolution des problèmes évoqués. Des problèmes qui constituent aujourd'hui des urgences à leurs yeux. En réponse, le Premier ministre a assuré que les doléances ainsi exprimées, ne sont pas tombées dans l'oreille d'un sourd. Choguel Kokalla Maïga a dit avoir bien entendu et bien compris le message. Car, a-t-il poursuivi, "être à l'écoute des populations est la meilleure façon d'appréhender les questions qui préoccupent". Pour le Chef du Gouvernement, les autorités de la Transition n'ont d'autre agenda que de répondre dans la mesure du possible, aux besoins des populations. C'est l'un des trois principes majeurs définis par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, qui régissent l'Action publique.

Avant de prendre congé du Premier ministre, les émissaires de la région de Mopti se sont dit ravis de ce qu'ils ont entendu.

CCRP



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

Justice : Ras bath sous mandat de dépôt



Le porte-parole du CDR a été arrêté une fois de plus pour simulation d'infraction et trouble à l'ordre public. Le Collectif pour le développement de la république a annoncé sur les réseaux sociaux que le porte-parole du groupe, Ras Bath, a été arrêté chez lui ce lundi matin par le commissariat du 5e arrondissement. Cependant, le CDR n'a pas précisé les raisons de cette arrestation. Après une audition de plus de cinq heures, Ras Bath a été présenté à un juge d'instruction du tribunal de la commune 4 et placé en détention provisoire, indique le message publié par le CDR.

Il est important de noter que cette arrestation survient quelques jours après que Ras Bath ait déclaré lors de la 3ème conférence nationale de l'ASMA, le parti de l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga décédé en détention, que ce dernier avait été assassiné.

MLS / Source : Bamada.net

**Hôpitaux du Mali et Gabriel Touré :
Le DG de la police au chevet des blessés
de la BSI**

Après ses différents émissaires, le Directeur général de la Police nationale, l'Inspecteur Général Soulaïmane Traoré, s'est rendu, le dimanche 12 mars 2023, à l'hôpital du Mali passant par celui du Gabriel Touré. Par le geste, il s'agissait de rendre visite aux blessés de la Brigade spéciale d'intervention (BSI). En effet, cette visite avait pour but de s'enquérir, au nom du ministre de la Sécurité et de la Protection civile et à son nom personnel, de leur état de santé, de remonter leur moral, d'échanger avec le corps médical et les parents des blessés. L'initiative a été hautement appréciée par les parents qui, indique-t-on, ont salué cette action de solidarité, d'humanité et de soutien venant du premier responsable de la police. Le Directeur Général de la Police a souhaité prompt rétablissement aux blessés en leur exprimant le soutien total des plus hautes autorités de la transition.

Source : LE PAYS

**Sécurité « 711 » : Des agents formés
en protection des hautes personnalités
(PHP)**



Pour la Protection des Hautes Personnalités (PHP), les agents de la Société de gardiennage « 711 » viennent de boucler une formation d'un mois, à l'École Nationale de Police. Les participants ont reçu leur attestation, le samedi 11 mars, à Sotuba-ACI, en Commune I. C'est en présence des formateurs des Forces de Défense et de Sécurité que la cérémonie s'est déroulée, dans les locaux de ladite société.

Selon le PDG de Sécurité « 711 », Lalui Lompo Frederic alias « Bolo Yang », cette cérémonie marque la fin d'un mois de formation de 11 agents en matière de Protection des Hautes Personnalités (PHP).

A ses dires, la formation a porté sur les exercices pratiques de la PHP. Expliquant que la mission de l'Officier de Sécurité (OS) consiste en l'évacuation de l'autorité en cas de danger ou d'agression. Avant de préciser qu'il n'a pas pour vocation d'engager un combat avec l'ennemi. Il a souligné qu'il faut des issues de secours pour la réussite de la mission. Et que la PHP repose sur les trois éléments essentiels à savoir la disponibilité, la discrétion et la dissuasion.

Ce pratiquant d'arts martiaux, Ceinture noire 4è dan, connu au Burkina-Faso, sous le nom de « Bolo Yang », a remercié l'ensemble des formateurs du ministère de la Sécurité et de la Protection civile pour la qualité de la formation reçue. Il a invité enfin ces agents à rester concentrés sur les sites et à respecter impérativement les consignes sécuritaires à eux confiées.

Source : L Independant



**Accusations du Mali contre la France :
Dioncounda Traoré à la rescousse**



On a beau attendre le ministre des Affaires Étrangères, Abdoulaye Diop, sur le terrain de ses graves accusations et griefs contre la France, on n'a eu droit finalement qu'à un suspense devenu insipide à force d'occasions et rendez-vous ratés.

La teneur des preuves tant scrutées par l'opinion a pu toutefois être esquissée par l'ancien président de la Transition, celui-là même par qui la France a accepté de déployer ses forces au Mali en 2013. Dans une de ses rares apparitions sur les réseaux sociaux, on a vu Dioncounda Traoré aborder le sujet avec beaucoup d'acrobaties et de démonstrations par moment tirées par les cheveux, mais au moyen d'éléments de langage assez subtiles pour laver la honte d'une absence totale de fondements aux allégations de collusion entre Paris et les groupes djihadistes.

Sans désigner spécifiquement la France, l'ancien ministre des Affaires Étrangères sous Konaré, en fin connaisseur de la matière diplomatique, va du principe que des pays occidentaux contribuent bel et bien de façon indirecte à l'armement des terroristes qui opèrent dans le Sahel. Allusion est faite notamment à l'acquisition d'armements occidentaux par certains pays moyen et proche-orientaux par le biais desquels les livraisons parviennent aux groupes djihadistes. «Ils contribuent quelque part à équiper ces gens-là», a martelé Dioncounda Traoré, ajoutant au passage que les armes détenues par les terroristes ne sont pas fabriquées dans les pays de leurs opérations mais plutôt dans des pays occidentaux qui «entretiennent des relations d'un certain type avec le moyen Orient et le proche Orient». En vendant des armes à des pays qui les livrent aux djihadistes, l'Occident contribue «volontairement ou inconsciemment» à créer la situation que nous vivons, a-t-il renchéri, estimant que les pays de transit des armes méritent d'écopier de sanctions au même titre que «les États qui contrevient aux règles qui sont fixées» à l'international. Au nombre desquelles règles figurent notamment la brûlante

**Coopération entre le Mali et la Turquie :
Assimi Goïta reçoit le président de la
fondation Maarif**



Le Colonel Assimi Goita, Président de la transition a accordé une audience, le vendredi 10 mars dernier, au Pr Birol AKGÜN, président de la Fondation Maarif de Türkiye. L'objectif de cette rencontre était de parler du renforcement de la coopération entre le Mali et la Turquie dans le domaine de l'éducation. « Avec plus de 3000 élèves, la fondation Maarif dispose du plus grand nombre d'écoles au Mali, parmi les pays africains dans lesquels elle est présente », a indiqué le président de la Fondation Maarif à sa sortie d'audience. Selon toujours ses précisions, la fondation couvre 26 pays africains avec 21000 étudiants. Elle contribue à l'évolution du domaine éducatif. Le Pr. Birol AKGÜN s'est, à cette occasion, réjoui de la coopération liant les deux pays. Il rassure que les deux nations vont évoluer « main dans la main » en vue de donner une plus grande importance à l'éducation. Et de préciser que le soutien du président Goita est attendu à travers le renforcement de la coopération entre les deux pays. A noter qu'au-delà du domaine de l'éducation, la Turquie est également présente au Mali dans d'autres secteurs.

Source : LE PAYS

question du droit humanitaire international, que l'ancien président de la Transition aborde en relativisant le cas malien en ces termes : «Il faut que la communauté internationale comprenne la vraie nature de ce qui se passe Mali, qu'elle comprenne que le Mali (...), comme le Niger et le Burkina Faso, constitue le théâtre des opérations d'une guerre qui concerne tout le monde. Une fois qu'elle aura compris cela, je suis certains qu'elle va aborder le problème différemment (...). Il y en a qui essaient d'être très critiques, essaient de dire qu'il y a des exactions, le respect des droits humains, du droit international humanitaire. Ils ont raison..., mais c'est une préoccupation pour nous aussi et nous avons toujours dit à nos forces armées que les exactions ne seront pas tolérées et que toute personne qui se sera rendue coupable d'exactions ou de violation des droits humanitaires aura à répondre de ses actes. Cela dit, il faut faire la part des choses, il faut comprendre que dans une guerre telle que celle-là, l'ennemi ne respecte aucune règle. Vous avez affaire à un ennemi qui est très intelligent (...) et parfois très vicieux...»

A. KEÏTA / Source : Le témoin



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Les femmes du CDM et de la CFSM lors des festivités de 8 mars : « Nous voulons.... D'un Mali dirigé par le colonel Assimi Goïta »

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, la Coordination des femmes solidaires et autonomes du Mali (CFSM), composée de plusieurs associations dont le CDM a tenu, le samedi 11 mars au palais de la Culture Amadou Hampaté Bâ, sa 5ème assemblée générale. A ce rendez-vous de taille où plusieurs personnalités prenaient part, Aïcha Baba Keïta, présidente de la coordination et ses militantes annoncent « être déjà engagées auprès d'un Mali dirigé par Assimi Goïta ».



Venues de Kati et des six communes du district de Bamako, de nombreuses militantes du Collectif pour la Défense des militaires (CDM), et les membres de la Coordination des femmes solidaires et autonomes du Mali (CFSM) s'étaient réunies, le samedi dernier, pour à la fois célébrer le 8 mars 2023, et tenir leur 5ème assemblée générale. Selon la présidente, la Coordination des femmes solidaires et autonomes du Mali est une fédération de plusieurs associations dont le CDM. Ainsi, confie Aïcha Baba Keïta, « en mettant en commun nos expertises et nos capacités particulières, nous avons compris que nous réussirons ensemble à relever de nombreux défis auxquels les femmes du Mali Kura sont confrontées ». Les femmes solidaires et autonomes du Mali ont compris, d'après elle, que seule l'union fait la force. Et qu'ensemble, poursuit la femme leader, « nous pourrions atteindre nos objectifs de l'émancipation économique des femmes ». Pour alors atteindre les objectifs, dira l'intervenante, de nombreuses actions ont été entreprises par les militantes de la Coordination. Devant ses

militantes venues en nombre important, la présidente précisera que le mouvement reste résolument engagé à consolider ses actions et à poursuivre davantage sa mission. « Nous fumes pendant que les autres n'existaient pas. Notre combat reste, plus que jamais, l'épanouissement de la femme malienne afin de ramener nos sœurs à atteindre le stade de l'autonomie économique active. Cela, à travers leur performance dans des activités génératrices de revenus », a-t-elle dit dans son discours. Puis d'exprimer : « Engagées certes, nous voulons que les femmes du Mali soient engagées auprès de leur époux et de nos enfants. Nous voulons être engagées auprès du Mali, un Mali dirigé par le colonel Assimi Goïta ». Le chef de l'Etat a fixé, rappelle la présidente, les axes de la transition. Lesquels sont focalisés sur le respect de la souveraineté du Mali ; le respect des choix stratégiques opérés par le Mali ; et le respect de la défense des intérêts vitaux des Maliens dans la prise de toutes les décisions. Via la 5ème assemblée générale, il s'agissait, a-t-elle argué, pour les participantes d'examiner les réalisations de la

coordination ; identifier les forces et les insuffisances du mouvement, et réorienter les actions pour l'obtention des résultats escomptés. Au cours de cette 5ème Assemblée générale, il était également question de procéder à la signature d'un protocole d'accord entre la Coordination et ses partenaires. Le nombre des femmes solidaires est estimé à 3400 membres. La tenue de l'AG a été l'occasion pour lancer la formation de 1000 membres dans plusieurs domaines. Aussi membres de la Coordination, les femmes du collectif pour la défense des militaires, non moins membres de la Forsat civile ont tenu à être, le même samedi, aux côtés des femmes battantes d'Hamdallaye, pour la célébration de la journée de 8 mars 2023. Conformément à leurs objectifs, les militantes du CDM et celles des femmes battantes ont tenu à réitérer leur « soutien aux militaires ». Notons que tous ces mouvements se retrouvent au sein de la coordination des femmes solidaires et autonomes du Mali.

Mamadou Diarra
Source : LE PAYS

Économie : Coris Bank édifie sur son offre de finance islamique (CBI BARAKA)

Dans le cadre de la 10e réunion du conseil de conformité de Coris Bank International BARAKA (CBI BARAKA), filiale de la finance islamique, le groupe bancaire a organisé une conférence de presse, le samedi 11 mars 2023, à l'hôtel Radisson Collection de Bamako (EX-Sheraton). Objectif : faire un zoom sur la finance islamique, expliquer ses activités, ses produits et services ainsi que les règles qui régissent ce domaine particulier de la finance qui participe à l'inclusion financière en complémentarité avec les banques classiques. Etaient présents à cette conférence, la Directrice Générale de Coris Bank Mali, Mme Sidibé Aissata Koné, les membres du Conseil de Conformité Interne (CCI) avec à la tête Dr Khaouli Abdessatar ainsi que plusieurs hauts responsables de Coris Bank International.



Conformément à sa mission de faire des prestations autrement, Coris Bank International Mali travaille à mettre à la disposition de sa clientèle une gamme de solutions alternatives à ses besoins. C'est dans ce cadre qu'avec l'appui de la société Islamique pour le Développement (SID), du secteur privé de la banque Islamique de Développement (BID), Coris Bank Mali a lancé en Mai 2018, sa branche de finance Islamique, CIB Baraka. L'objectif principal de cette volonté est de donner la possibilité à ceux qui ne souhaitent pas intervenir, pour des raisons de religion ou d'éthiques, dans opérations de banques conventionnelles de pouvoir mener leurs activités financières dans le strict respect de leur croyance.

Tout comme la banque conventionnelle, la finance islamique de Coris Bank BARAKA a éga-

lement un éventail de services pour sa clientèle. Il s'agit entre autres :

Des comptes courants (WADI'A) qui comprend, Wadi'a Précaution ; Wadi'a Particulier; Wadi'a Salarié et Retraité; Wadi'a SA et SARL; Wadi'a Entreprise Individuelle Wadi'a Association-ONG.

Des Comptes d'investissement, dont le Compte d'investissement Moudaraba; le Compte d'investissement Wakala.

Le Financement (MOURABAHA), dont l'Équipement-Événementiel-Immobilier; le Cycle d'exploitation-Exportation-Importation-Activités Saisonnières-Marchés- Investissement.

La Location (IJARA), notamment Équipement ; Immobilier.

En effet, pour veiller à la conformité de toutes ces opérations de CBI BARAKA aux exigences de la finance Islamique, un conseil de confor-

mité interne a été mis en place dont la présente rencontre entre dans le cadre.

Les travaux de ce conseil de conformité ont été mis à profit pour présenter toutes les offres et services de CIB Baraka.

Avec à la tête, Dr Khaouli Abdessatar, le conseil de conformité interne qui est totalement indépendant travaille pour accompagner et superviser les activités de la Banque à travers, notamment des missions d'audites et de contrôles conformément aux exigences de la finance islamique mondiale.

A la question d'une finance islamique à un moment où le Mali est confronté à une crise sécuritaire mal-interprétée en faveur de la religion, les responsables ont souligné que c'est d'ailleurs une réponse claire, que la volonté des terroristes est tout sauf l'enseignement et la pratique de l'islam.

Selon Ces responsables de la finance Islamique de Coris Bank, pour la plus part des Imams et des connaisseurs de la religion Musulmane, le Maliens ont toujours gardé leur foi musulmane dans toutes leurs activités professionnelles. Donc l'intervention des terroristes islamistes n'est autre que se cacher derrière la religion pour mener leurs sales besoins.

Il faut noter qu'au-delà de la considération religieuse, la finance islamique a été également une solution matérielle à la crise financière profonde que le monde a connue dans les 2008 et 2012. Cela, du fait qu'elle a plusieurs avantages par rapport aux finances conventionnelles tels que l'éthique, le taux fixe, non fluctuant, l'absence des intérêts de retard pour les investisseurs etc.

Issa Djiguiba
Source : LE PAYS



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Gestion des Ressources humaines de l'État et des Collectivités territoriales : Un séminaire pour contribuer à la reconfiguration du système

Le secrétaire Général du Ministère de la refondation de l'État chargé des Relations avec les Institutions, Bengaly Abraham a au nom du ministre présidé la cérémonie d'ouverture du séminaire de haut niveau sur la Gestion des Ressources humaines de l'État et des Collectivités territoriales. L'objectif général de cette activité est de contribuer à la reconfiguration du système de gestion des ressources humaines de l'État. C'était le mardi 14 mars à l'hôtel Onomo.



Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement Institutionnel deuxième génération (PDI-2), le Commissariat au Développement Institutionnel, à travers l'appui financier de la coopération canadienne, a initié l'organisation d'un séminaire de haut niveau, réunissant des spécialistes et acteurs autour de la problématique liée à la gestion des ressources humaines de l'État. Quatre (04) thématiques seront débattues à travers quatre panels. Il s'agit notamment du Système Intégré de Gestion des Ressources humaines de l'État et des Collec-

tivités territoriales (SIGRH), de la gestion des cadres organiques des structures publiques : Projet de Cadres organiques de deuxième génération, la rémunération liée à la performance et la formation en cours d'emploi des agents des fonctions publiques d'État et des collectivités territoriales.

Comme Objectifs spécifiques, il s'agira entre autres pour les participants de créer un cadre d'échanges autour de la problématique liée à la gestion des ressources humaines dans la Fonction publique ; de recenser les principales difficultés auxquelles les structures chargées

de la gestion des ressources humaines sont confrontées dans la mise en œuvre de la réforme de la gestion des ressources humaines de l'État ; de formuler des recommandations sur les questions spécifiques liées à la mise en place du SIGRH, à la gestion des cadres organiques, au système de la rémunération liée à la performance, à la formation en cours d'emploi des agents et d'identifier des pistes de mise en œuvre des solutions proposées. Au cours de son allocution, le secrétaire Général du Ministère de la refondation de l'État chargé des Relations avec les Institutions,

Bengaly Abraham, a au nom du ministre, exprimé leur sincère gratitude à l'Ambassade du Canada pour son soutien constant aux Programmes de Développement Institutionnel (1e et 2e générations).

En effet, il a souligné que la gestion des ressources humaines a toujours constitué une priorité dans la stratégie de réforme de l'Administration publique au Mali, en témoigne la place qu'elle occupe dans le Programme de Développement institutionnel 2 générations dont la première composante est consacrée à l'opérationnalisation du projet de reconfiguration du Système de gestion des ressources humaines de l'État.

Ainsi, il dira qu'au regard des défis liés à la réforme des ressources humaines, il s'avère nécessaire d'engager la réflexion avec les principaux acteurs concernés pour évaluer les grands chantiers déjà entamés et entrevoir les perspectives.

De plus, il fera savoir qu'au cours de cette rencontre, il s'agira de passer en revue les chantiers majeurs du Programme de Développement institutionnel 2e génération

qui sont en cohérence avec les orientations stratégiques de la refondation de l'État. « Le 1er chantier, c'est le Système Intégré de Gestion des Ressources humaines de l'État et des Collectivités territoriales (SIGRH) dont la vocation première est la maîtrise des effectifs et des dépenses de l'État. **« Le 2e chantier, c'est le processus de finalisation de la 2e génération de cadre organique des structures publiques qui est l'un des instruments importants pour l'effectivité de la budgétisation en mode programme. Participe de cette dynamique, les 3 chantiers, à savoir la rémunération liée à la performance dont l'objectif est de promouvoir la motivation des agents publics basée sur la performance. Enfin, la formation en cours d'emploi des agents des fonctions publiques d'État et des collectivités territoriales qui est le chantier 4, vise à valoriser les compétences des agents publics dans le cadre d'un plan de carrière plus sécurisé »**, a-t-il cité, entre autres.

À cet égard, il a précisé que la réalisation de

ces 4 chantiers permettra de passer d'une « simple » administration des dossiers du personnel à une véritable Gestion des Ressources Humaines, centrée sur les compétences et les motivations du personnel, dans le cadre d'une nouvelle politique de Ressources Humaines plus intégrée et plus cohérente.

Aussi, de conclure que l'approche refondatrice préconisée, devrait-elle permettre d'amener les acteurs à poser les bons diagnostics et d'entreprendre les démarches et procédures requises en vue de maîtriser progressivement les questions liées à la gestion stratégique et opérationnelle des ressources humaines et par conséquent la maîtrise de la masse salariale, la motivation des agents publics, toutes choses, permettant d'améliorer les performances individuelles et collectives ainsi que la promotion des valeurs organisationnelles et professionnelles positives orientées vers les résultats.

■ Maffenin Diarra



Dr Modibo Soumaré à propos de la nouvelle constitution : « Personne n'a donné mandat à un militaire de faire un coup d'état ! »

Le Cadre de partis et Regroupement Politique pour le Retour à l'ordre constitutionnel a animé un point de presse le vendredi 10 mars 2023 au siège du parti ARP (Action Républicaine pour le Progrès), sis à Lafiabougou. Le conférencier principal était le président du Cadre, Dr Modibo Soumaré, non moins président du parti ARP. Au cours de ce point de presse, il a fait savoir que le Cadre demande aux autorités de la Transition l'abandon pur et simple du projet de la nouvelle constitution et le respect du chronogramme pour les autres élections. Car selon lui personne n'a donné mandat à un militaire de faire un coup d'Etat.

Conscient que la constitution du 25 février 1992 contient quelques insuffisances et qu'il convient de procéder à cet égard à son toilettage, le CADRE qui est le plus grand regroupement politique du pays n'a pas hésité à répondre favorablement à l'invitation qui lui a été faite et ainsi pris la décision de participer à la commission de finalisation du projet de nouvelle constitution, conformément en cela à son objectif initial qui vise la réussite de la Transition dans un climat apaisé et de dialogue, caractérisé par la recherche du consensus et d'inclusivité. Au terme de ce processus, le CADRE regrette que malgré les apports significatifs de ses représentants, ceux-ci n'ont pas réussi à changer le cours des choses.

C'est pourquoi, d'entrée en matière Dr Modibo Soumaré dira : « Il faut aller vite pour organiser les élections intermédiaires. La légitimité en démocratie se mesure dans les urnes. Personne n'a donné mandat à un militaire de faire un coup d'Etat. L'armée n'est pas un parti politique. Aujourd'hui, il est important qu'on aille demander au peuple : qui vous voulez comme président de la République ? Qui vous voulez comme député ? Qui vous voulez comme maire ? Et cela à travers les élections. L'armée, c'est pour nous tous. Ce projet de révision constitutionnelle divise. » En poursuivant, Dr Soumaré a confié à la presse et a donné des conseils à la transition, que si le président Assimi s'inspirait de son homologue de Guinée,

le colonel, Mamady Doumbouya. Et si Assimi dit aujourd'hui, qu'il ne serait pas candidat. « Je vous dis, il y'a beaucoup d'opposition à ce texte, c'est pas parce que c'est de ce texte, mais plutôt ce texte est flou et il y a quelque chose qui se cache dans ce texte. Qui dit que peut être : Assimi veut être candidat ! Alors qu'il jure de respecter sa parole d'officier et de respecter la charte de la transition. Si il renonce à sa candidature, l'équation sera tout de suite résolue et les maliens vont voter ce texte. » a-t-il confirmé.

Selon l'ancien ministre, Amadou Goita, président du PS Yéelen Koura le cadre n'est pas dans une opposition stérile. « Nous sommes dans une opposition résolue et non systématique. Nous demandons de mettre le texte pour le nouveau président démocratiquement élu ce projet de nouvelle constitution pour qu'il puisse s'en servir comme base de réforme politique et institutionnelle. Le gouvernement a annoncé aujourd'hui le report. Je demande qu'on renonce à ça et aller à l'essentiel. » a-t-il conclu.

Aussi, le CADRE s'inquiète du non-respect du chronogramme électoral adopté par le Gouvernement, le 22 juin 2022, de façon souveraine et proposé à la communauté internationale.

En effet, le collège électoral pour les consultations référendaires prévues au chronogramme pour se tenir le 19 mars n'a toujours pas été convoqué alors que la date limite pour



ce faire était le 17 février 2023. Le fait que des activités essentielles ne soient pas exécutées implique que le référendum ne se tiendra pas à la date du 19 mars 2023 comme prévu. Il est donc à craindre une nouvelle prorogation de la Transition malienne avec pour effet d'accroître le discrédit sur le Mali et d'exposer notre pays à de probables nouvelles sanctions.

Aussi le CADRE, propose de surseoir à la tenue du référendum et de mettre le projet de la nouvelle constitution à la disposition du futur Président de la République qui sera élu à la fin de la Transition.

En clair, le Cadre demande aux autorités de la Transition l'abandon pur et simple du projet de la nouvelle constitution et le respect du chronogramme pour les autres élections.

L'abandon du projet de réforme constitutionnelle permettra aux autorités de la Transition de se concentrer sur la bonne préparation et l'organisation des élections à bonne date.

A cet égard, le chronogramme électoral appelle donc à être déchargé du référendum dont la tenue sera objectivement de nature à faire reculer les dates retenues pour les autres élections et à sortir de la durée complémentaire de vingt-quatre mois pour la transition. A noter que le Cadre des partis politiques et regroupements de partis politiques pour le retour à l'Ordre constitutionnel est composé des présidents des partis et Regroupements Politiques comme l'EPM, l'ARP, la NVPM, l'ASMA-CFP, l'ADRP, la CNDR, la CVCRT et d'autres organisations politiques.

Habi Kaba Diakité
Source: L'Enquêteur

Famille étendue : Un pan de la culture en passe de perdre sa sève nourricière !

De plus en plus, l'on assiste à l'émergence des familles nucléaires au détriment des familles étendues dans notre pays. Cette triste réalité est favorisée par les médias à travers la diffusion des films qui mettent en valeur beaucoup plus la famille nucléaire.

La famille étendue se compose de tous les descendants d'un même ancêtre en ligne masculine. Chaque famille étendue possédait collectivement un ensemble de maisons et de champs dont la propriété est inaliénable. Ces biens sont gérés par l'homme le plus âgé qui habite la grande maison et symbole de la lignée. Dans cette configuration familiale, l'éducation de l'enfant ne relevait pas seulement des seuls parents biologiques. Dès la naissance de l'enfant dans un foyer, il est confié à toute la famille pour assurer son intégration sociale et lui apprendre certaines normes de sa société d'appartenance. L'enfant doit s'accommoder et adopter un bon comportement au risque de se faire gronder par toute la famille, voire toute la communauté. Ce qui faisait qu'auparavant, il y avait moins de déviance sociale dans la société malienne.

Dans les familles dites étendues, tous les membres de famille mangeaient ensemble dans le même plat. Les aînés profitaient de cet instant pour incorporer certaines valeurs aux enfants. Autour du plat, ce sont les plus âgés qui se lavaient les mains jusqu'au moins âgé. Cela permettait d'enseigner à l'enfant une certaine sagesse, par ricochet la patience. Dans le même temps, l'enfant était tenu de baisser sa tête pour manger sans piper un mot. Son rôle était d'observer ses aînés afin de les imiter. Les enfants n'osaient nullement les toucher aux ingrédients qui se trouvaient sur le plat. Si l'enfant était rassasié, il attendait toujours à ce que ses aînés se lavent les mains à la fin du repas. C'est dire que, même autour du plat, on transmettait certaines valeurs aux enfants. Cette façon de vivre en parfaite symbiose a été reléguée au second plan par l'influence des médias. Ce pan important de la culture purement africaine est menacé de disparition pour laisser place à des familles nucléaires.

Malheureusement, force est de constater que la diffusion des films occidentaux sur nos différentes chaînes de télévision a contribué à la



dépravation de nos mœurs et du coup une décadence de cet élément culturel est perceptible sur toute la ligne. Pire, dans ces films, un accent particulier est mis sur les familles nucléaires comme pour dire que les familles étendues sont porteuses de dysfonctionnement dans nos relations humaines. Ce qui est loin d'être la vérité. C'est pourquoi d'ailleurs, dans plusieurs villes et villages du Mali, les familles nucléaires émergent comme des champignons. Pour beaucoup de nos concitoyens, vivre claustrer dans un petit coin est synonyme de civilisation. Quelle aberration ? Il importe dès lors qu'il urge de mettre en valeur la vision des familles étendues pour raffermir les liens sociaux qui ont encaissé de sérieux coups.

Vraisemblablement, l'une des conséquences de la montée crescendo de la délinquance juvénile serait le balayage d'un revers de mains de toute cette dimension culturelle qui jadis faisait la fierté, en d'autres termes la particularité de la culture malienne. Une autre, non moins la moindre, serait le numérique élevé du taux de divorces dans notre pays. L'influence négative de ces médias sur la culture malienne a fortement impacté le ciment de la cohésion sociale. Bien évidemment, le "je" a pris le dessus sur le "nous", qui symbolise le collectif. Autrement dit, c'est la promotion de l'individualisme, toute chose qui est en déphasage avec la culture malienne malgré sa di-

versité.

Si autres fois, l'éducation de l'enfant était confiée à toute la communauté ; cela serait d'un bon vieux souvenir, car de nos jours personne n'ose lever la main sur l'enfant d'autrui au risque de se faire gronder par les parents biologiques de ce dernier ou au pire des cas se retrouver avec une convocation dûment établie par les services correctifs. Toute la déviance sociale de la jeune génération n'étonne guère les esprits éclairés. Pour eux, ce sont les effets des médias, car on imite tout ce que l'on voit. En toute objectivité, un nombre important des jeunes de la société est modelé par les films occidentaux qu'ils suivent. Sous d'autres cieux, ils vous diront que c'est la famille étendue qui fait la gloire du Mali. Sans jeter le bébé avec l'eau du bain, les médias, au lieu de mettre en valeur les éléments importants de notre culture, sont dans la dynamique de nous dévier, une manière de dompter notre esprit. Vous conviendrez avec moi que toutes les anomies auxquelles la société malienne (fait face où est confrontée), sont en grande partie due à la prise en compte de ce qu'on veut nous faire croire comme de la civilisation. Il n'est pas interdit d'emprunter les éléments positifs d'autres cultures, mais laisser la sienne serait hasardeuse et trop prétentieuse.

■ Ibrahim Sanogo

Musée royal d'Afrique centrale : Le diplomate Bart Ouvry prend la direction

Le diplomate belge Bart Ouvry prendra prochainement la tête du Musée royal d'Afrique centrale (AfricaMuseum), à Tervuren, en Brabant flamand, a annoncé ce lundi le Secrétaire d'État à la Politique scientifique Thomas Dermine. "J'ai très envie de prendre mes fonctions. C'est le job de ma vie", a déclaré l'historien de formation lors d'une conférence téléphonique depuis Bamako, sans être en mesure de préciser son entrée en fonction effective, son délai de préavis n'ayant pas encore été déterminé.



Bart Ouvry peut se targuer d'une longue carrière diplomatique dans différents pays africains. De 2011 à 2014, il a été ambassadeur de Belgique au Kenya. En décembre 2016, il est devenu ambassadeur de l'Union européenne en République démocratique du Congo. Il en a été expulsé en 2018 en représailles aux sanctions européennes contre le régime du président de l'époque, Joseph Kabila. Depuis 2019, Bart Ouvry est ambassadeur de l'UE au Mali. Un poste qu'il va donc quitter pour prendre la tête de l'AfricaMuseum (photo).

« Un des enjeux pour le musée, mais pas le seul, sera la question de la décolonisation. Tout ce qui a été volé doit être retourné au pays d'origine, comme le stipule une loi belge », a-t-il notamment souligné. Il a mis en avant son expérience de terrain en Afrique et l'important réseau qu'il y a développé. Des relations qu'il compte d'ailleurs renforcer encore davantage en fonction des besoins du musée. « Aujourd'hui, l'Afrique change et les Africains veulent

absolument un partenariat équitable », a ponctué le diplomate.

« Mes relations avec le Congo sont bonnes », a en outre soutenu Bart Ouvry. « J'y suis retourné par la suite et j'y ai toujours de très nombreux et excellents contacts », a-t-il fait valoir « Ce qui s'est passé à l'époque n'a rien à voir avec ma personne. En tant que directeur de l'AfricaMuseum, les relations avec le Congo seront excellentes. Je ferai tout pour ça », a-t-il promis.

Bart Ouvry remplace Guido Gryseels, qui est parti à la retraite en septembre dernier. Il avait été remplacé temporairement par Karel Velle, le directeur général des Archives générales du Royaume.

D'autres nominations en vue

Outre la nomination de Bart Ouvry, les noms de quatre autres directeurs généraux pour les établissements scientifiques fédéraux ont été révélés ce lundi. Ceux-ci entreront en fonction dès mercredi. Il s'agit de Daniel Gellens pour

l'Institut royal météorologique de Belgique (IRM), de Sara Lammens pour la Bibliothèque royale de Belgique (KBR), de Hilde De Clercq pour l'Institut royal du Patrimoine artistique (IRPA) et de Michel Van Camp pour l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique (IRSNB). Certains d'entre eux exerçaient la fonction de directeur général ad intérim depuis des années. C'est le cas notamment de Daniel Gellens qui est enfin nommé après 12 ans de direction par intérim.

Pour les Musées royaux d'Art et d'Histoire (MRAH), les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique (MRBAB), l'Observatoire royal de Belgique et les Archives générales du Royaume Archives de l'État dans les Provinces, les processus d'évaluation finale sont en cours. En ce qui concerne l'Institut royal d'Aéronomie spatiale, un nouvel appel à candidatures va être lancé, aucun lauréat n'ayant émergé lors de dernières procédures. Dans l'intervalle, Martine De Mazière poursuit sa mission de directrice ad intérim.

Depuis sa prise de fonction, Thomas Dermine (photo) s'évertue à relancer le Belspo, le Département de la Politique scientifique fédérale que le gouvernement précédent avait prévu de supprimer. En janvier 2022, Arnaud Vajda a été désigné comme Président du Comité de direction du Belspo. Le contrat de gestion a été signé en juillet de la même année. « Avec la nomination de directions générales parfois occupées de manière intérimaire depuis plus de 10 ans, ce jour marque une étape importante qui tranche radicalement avec la gestion de la politique scientifique dans un passé récent et qui permettra d'ancrer ces ambitions bien au-delà de la législature actuelle », indique Thomas Dermine.

■ Binadjan Doumbia

Un ex-avocat de Trump témoigne devant un grand jury à New York : “Il doit rendre des comptes pour ses cochonneries”

Un ancien avocat de Donald Trump, devenu l'un de ses pires ennemis, Michael Cohen, a témoigné lundi devant un grand jury à New York dans une enquête sur des pots-de-vins à une actrice porno, dans laquelle l'ancien président américain risque une inculpation.



Si elle était décidée, une inculpation au pénal serait une première pour un ancien président des États-Unis et une épine dans le pied pour Donald Trump sur son chemin pour un retour à la Maison Blanche après la présidentielle de 2024.

Donald Trump “doit rendre des comptes pour ses cochonneries”, a déclaré Michael Cohen à plusieurs médias en arrivant au tribunal, assurant vouloir “dire la vérité” et ne pas vouloir “se venger”. Son avocat Lanny Davis, sollicité par l'AFP, a confirmé que son client “était interrogé par le grand jury”, un panel de citoyens doté de larges pouvoirs d'enquête.

L'AFFAIRE STORMY DANIELS

Michael Cohen devait témoigner dans l'enquête sur les 130.000 dollars qu'il avait versés en 2016 à l'actrice pornographique Stormy Daniels – Stephanie Clifford de son vrai nom – pour acheter son silence sur une présumée relation qu'elle aurait eue avec Donald Trump.

Le paiement avait eu lieu deux semaines avant le scrutin présidentiel remporté par le républicain contre la démocrate Hillary Clinton. L'ancien avocat avait été condamné, après avoir plaidé coupable, à trois ans de prison, notamment pour avoir orchestré ce paiement en violation des lois sur le financement des campagnes électorales. Il a assuré avoir agi à la demande expresse du candidat républicain, qui l'aurait remboursé une fois arrivé à la Maison Blanche.

FAUSSES DÉCLARATIONS COMPTABLES

Jeudi dernier, le New York Times et le Washington Post ont révélé que le parquet de Manhattan avait aussi invité Donald Trump à témoigner devant le grand jury, pouvant signifier qu'une inculpation est proche pour l'ancien président.

Selon le New York Times, Donald Trump pourrait être inculpé pour un délit de fausses dé-

clarations comptables pour dissimuler le paiement à Stormy Daniels. Ces charges pourraient s'alourdir et devenir criminelles si les procureurs considèrent que le délit visait à cacher une violation des règles de financement des campagnes électorales, avait aussi expliqué le New York Times.

“CHASSE AUX SORCIÈRES”

Après les révélations des deux journaux, Donald Trump avait dénoncé jeudi sur son réseau Truth Social une “chasse aux sorcières politique visant à faire tomber le candidat en tête, (et ce) de loin, du Parti républicain” à la primaire pour la présidentielle de 2024. “Je n'ai jamais eu de liaison avec Stormy Daniels”, avait ajouté Donald Trump, qui est visé dans d'autres dossiers judiciaires, mais n'a jamais été inculpé au pénal.

Source: 7sur7.be

Éliminatoires de la CAN 2023 : La liste des aigles attendue vendredi

La course à la qualification pour le plus grand événement de football sur le continent, la Coupe d'Afrique des nations, reprend officiellement ce mois avec des rencontres spectaculaires. Les nations africaines s'apprêtent à donner le meilleur d'elles-mêmes pour décrocher une place dans la compétition continentale qui se déroulera en Côte d'Ivoire l'année prochaine. Au total, 44 nations seront en action au cours de la semaine du 22 au 28 mars. Certaines tenteront d'accroître leur avance, tandis que d'autres chercheront à regagner du terrain dans la course à la qualification.

Le Mali recevra la Gambie, le 24 mars au Stade du 26 Mars, au compte de la 3^e journée du groupe G alors que le match retour, délocalisé au Maroc, la Gambie n'ayant pas de stade homologué par la Confédération africaine de football (CAF), aura lieu le 28 mars. La liste du Mali pour la double confrontation avec la Gambie sera publiée vendredi prochain lors d'un point de presse. Le Congo et le Soudan du Sud ont une double confrontation, 23 mars au Stade Alphonse Massamba-Débat à Brazzaville et le 27 mars en Tanzanie (le Soudan du Sud n'a pas de stade homologué). Le Mali occupe la tête du groupe G avec 6 points pour avoir battu le Congo (4-0) et le Soudan du Sud (3-1) lors des deux premières journées. Le Congo et la Gambie comptent chacun 3 unités contre zéro pour le Soudan du Sud.

Pour le compte de la troisième journée, le Nigeria, triple champion d'Afrique, accueille la Guinée-Bissau au stade Abiola d'Abuja, où il

tentera de consolider son avance en tête du groupe A, après ses victoires sur Sao Tomé-et-Principe et la Sierra Leone. Les Etalons du Burkina Faso, qui occupent actuellement la première place du Groupe B, recevront une équipe togolaise meurtrie, à la recherche de sa première victoire dans ces éliminatoires après sa défaite contre le Cap-Vert, suivie d'un partage des points avec Eswatini.

Toujours dans le groupe B, le Cap-Vert poursuit sa progression constante dans le football africain. Les Requins Bleus accueillent une équipe d'Eswatini qui, elle aussi, devient progressivement une menace sur le continent.

Le Cameroun, quintuple champion d'Afrique, affronte la Namibie dans le groupe C. Dans un groupe désormais à trois, en raison du forfait du Kenya, le Burundi sera au repos.

L'Égypte, qui se trouve dans une position précaire en bas du Groupe D en raison de la différence de buts, accueille le Malawi au Cairo International Stadium, tandis que la Guinée

reçoit une Éthiopie en pleine confiance dans un match qui se jouera au Complexe Mohamed V de Casablanca, au Maroc.

Dans le Groupe E, le Ghana accueillera l'Angola, qui est à égalité de points avec les Black Stars et qui cherchera à créer la surprise au Baba Yara Sports Stadium de Kumasi.

Le tout nouveau stade Nelson Mandela d'Alger, capitale de l'Algérie, accueillera le Niger, deuxième du Groupe F, dans une rencontre qui promet d'être passionnante. Les Cranes ougandais tenteront de sortir de la zone dangereuse en accueillant la Tanzanie dans un match qui se jouera au stade égyptien du Canal de Suez à Ismaïlia.

Dans le Groupe J, une bataille nord-africaine s'annonce. La Tunisie, leader du groupe, se rend en Libye pour une rencontre qui s'annonce difficile entre les deux équipes au stade des Martyrs de Benina.

Dans le Groupe K, le Liberia affronte l'Afrique du Sud dans un match à gagner impérativement pour les deux équipes qui ont perdu contre le Maroc, leader du groupe. Les deux équipes sont conscientes qu'une victoire leur donne de fortes chances de terminer à la deuxième place du groupe, ce qui leur assure un billet pour la Côte d'Ivoire. Pour conclure ce tour de qualification, le Sénégal, champion d'Afrique en titre, tentera de maintenir son record de victoires dans le groupe L en affrontant le Mozambique au stade Me Abdoulaye Wade de Diamniadio à Dakar. La quatrième journée des éliminatoires aura lieu dans la foulée.

Ousmane CAMARA
Source : Le Témoin





Bélier (21 mars - 19 avril)

Désireux de provoquer du changement, voire de l'inédit dans votre activité, vous n'en perdez pas moins votre rigueur et votre sens des responsabilités. Sachez résister aux chants des sirènes, car l'herbe ne sera pas forcément plus verte ailleurs.

Il serait bon de solliciter un entretien afin de définir avec précisions vos requêtes et de tirer un peu plus sur vos avantages. Vous n'obtiendrez pas forcément beaucoup d'argent, mais ce petit plus financier constituerait la cerise sur le gâteau.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Mars au trigone de Jupiter vous rend entreprenant et dynamique. Les idées que vous défendrez aujourd'hui convaincront l'entourage professionnel sans difficultés et vous aurez l'occasion d'occuper le devant de la scène. C'est le moment de vous démarquer.

L'envie de vous tranquilliser financièrement vous incite à chercher d'autres moyens d'arrondir vos fins de mois. C'est une bonne idée, mais n'acceptez pas n'importe quoi, notamment une proposition de confier vos économies pour les faire fructifier.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Jupiter en Sagittaire apporte à votre vie professionnelle un tournant. Vous désirez une activité où vous communiquez ou avez une clientèle. Une formation peut être proposée pour repartir sur une nouvelle orientation plus en rapport avec votre personnalité.

Ne faites pas trop de dépenses inconsidérées, elles finiraient dans le placard et vous avec des regrets. Il y a des erreurs d'appréciation et vous surestimez votre budget. Vous vivez au-dessus de vos moyens et pouvez contracter des dettes ou emprunter.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous orienterez vos pincés de telle façon que vous ne pourrez pas louper cet ascenseur professionnel qui se profilera. Vous commencerez, mine de rien, à placer vos pions en travaillant de façon plus précise et en mettant votre créativité en avant.

Vous serez pragmatique, et chez vous, un euro sera un euro. Puisque vous n'aurez pas le choix, vous serez sérieux dans la gestion de votre budget. Vous trouverez même de l'intérêt à jongler avec les chiffres, si cela peut vous aider à économiser un peu.



Lion (22 juillet - 23 août)

On peut vous demander de travailler sur une activité utile à l'avenir du service. L'activité bat son plein et vous êtes investi. En étant un maillon essentiel d'une équipe, du plaisir arrive dans votre fonction. Un sentiment de fierté personnelle s'installe.

Vous faites preuve de prudence dans la gestion de l'argent. Toutefois, il y a un risque de sortie d'argent pour le véhicule ou la réparation d'appareils ménagers. Revoyez vos priorités sans stress en laissant du temps entre toutes les dépenses de loisirs.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Jupiter vous permettra de communiquer plus facilement, qu'il s'agisse des collègues, de collaborateurs, de votre chef ou d'un recruteur. Vous ne tournez pas autour du pot pour vous concentrer sur l'essentiel, ce qui sera remarqué et apprécié.

Il n'y aura rien à craindre aujourd'hui des planètes dans ce domaine. Certes il ne faudra pas vous attendre à remporter le jackpot, mais au moins, vous n'aurez pas de désagréables surprises côté finances. De quoi souffler et vous pencher sur d'autres sujets.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pourriez recevoir l'appui d'un de vos chefs ou d'un collaborateur influent qui voit en vous, de bonnes capacités pour travailler en équipe. Vos compétences comme votre personnalité vous permettent d'évoluer favorablement dans une ambiance électrique.

La journée risque d'être calme, faite d'hésitations et d'envies sans actions. Vous pensez à un budget plus élevé pour faire davantage de loisirs et profiter des bons moments. Vous dépensez des petites sommes simplement pour limiter le découvert en fin de mois.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous réussirez à régler des problèmes professionnels ressemblant à de vrais casse-têtes, grâce à votre approche innovante, à votre manière de raisonner différente des autres. Aussitôt, vous disposerez d'une meilleure considération dans votre activité.

Vous aurez des idées très déterminées sur le meilleur moyen de faire fructifier votre argent. Mais afin d'éviter tout faux pas entraînant de mauvaises surprises, demandez conseil à des spécialistes, même si vous pensez être performant dans ce domaine.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les grands changements qui sont dans l'air depuis quelques semaines se font de plus en plus proches si ce n'est déjà fait pour certains d'entre vous. Ils vous obligeront à revoir vos priorités afin de vous adapter au mieux à ce qui vous perturbe par ailleurs...

Les rétrogradations planétaires troublent votre jugement. Il serait préférable de ne pas vous engager dans des dépenses ou dans des placements sans avoir vérifié que toutes les garanties soient notées noir sur blanc !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Déterminé, Pluton dans votre signe vous apportera l'endurance d'aller au bout de vos objectifs. Que vous soyez en activité ou en recherche, vous multipliez les démarches pour atteindre le but fixé, surtout si celui-ci est ambitieux. Et vous réussirez !

Ce n'est pas parce que tout va bien que vous pouvez vous permettre de faire n'importe quoi. Laissez votre carte bancaire chez vous aujourd'hui pour éviter de craquer devant les vitrines ou sur les sites de ventes privées. Ça vous évitera de regretter amèrement vos achats.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une évolution importante arrive. Elle marque le début d'une réalisation attendue depuis longtemps. Votre personnalité conquérante revient et grâce à ce nouvel état d'esprit, vous abordez la suite de votre carrière professionnelle avec lucidité.

Vous pourriez fantasmer sur l'envie de gagner plus d'argent qu'auparavant. Ce désir entraîne un sentiment de frustration. Penser à l'argent vous rend un peu nerveux. Limiter vos sorties peut faire partie des concessions immédiates pour garder du budget.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aurez l'impression que l'on tentera de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds ou que l'on se fiche de vous. Vous aurez besoin de tirer l'affaire au clair avant de décider de l'attitude à adopter une fois que vous connaîtrez la vérité.

La situation ne sera pas si négative malgré la difficulté à disposer des moyens financiers dont vous aurez besoin à l'instant T. Vous devrez avoir une montre à la main pour respecter le timing, une calculatrice dans l'autre pour organiser votre gestion.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 **Malikilé**



Kamena lève le voile!

Les irrégularités financières à l'ONGH

Le ministre Diop à la tribune des Nations Unies

Le ministre Diop à la tribune des Nations Unies

Le ministre Diop à la tribune des Nations Unies

1274 **Malikilé**



Les enfants de Badalabougou servis

Commission de finalisation du projet de Constitution

Le rève brisé

Le rève brisé

Le rève brisé

1275 **Malikilé**



Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA

5ème édition de la Nuit de l'Entrepreneuriat

Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices

Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices

Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices

1276 **Malikilé**



La grosse arnaque!

Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goita

1277 **Malikilé**



242 filles et femmes installées

Projet SWVEDO et autonomisation des femmes

1278 **Malikilé**



De quoi ont peur les pays de la zone franc?

Economie et gestion Fcfa ou monnaies nationales

1279 **Malikilé**



Mountaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM

Procès de Mopti

Procès de Mopti

Procès de Mopti

Procès de Mopti

1280 **Malikilé**



Les travaux débudent aujourd'hui!

Finalisation de l'avant-projet de Constitution

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com